

Problématique: “Comment la communauté internationale peut-elle garantir la liberté de la presse et la protection des journalistes face à la montée des censures, des violences politiques et de la concentration des médias ?”

➤ **Introduction:**

Le groupe Vivendi, dirigé par Yannick Bolloré, est une structure qui détient de nombreuses participations dans des entreprises filiales dans le domaine des médias, de la culture et du divertissement. Il s'agit en effet d'un acteur majeur dans cette Conférence Internationale sur le droit de la presse.

Dans un contexte mondial marqué par une fragilité croissante des médias indépendants et une montée des pressions politiques, la question qui soulève la garantie des libertés fondamentales est absolument cruciale. Vivendi considère que la liberté d'expression, qui est notamment protégée par l'article 10 de la Convention Européenne des droits de l'homme, est le socle même de toute société démocratique. Cette problématique interroge directement le modèle économique et institutionnel qui est primordial pour atteindre la protection de l'intégrité de l'information face aux menaces globales.

Vivendi constate différentes menaces qui pèsent sur la presse politique. En premier lieu, les journalistes sont confrontés à des violences physiques, à des pressions judiciaires telles que les procédures stratégiques contre la participation publique (SLAPP). Il y a aussi une fragilisation économique du secteur des médias dans un environnement numérique dominé par des grandes plateformes. Ces évolutions constituent un enjeu majeur pour la protection du pluralisme et du droit à l'information. La protection de ces droits est affirmée au niveau européen par l'article 11 de la charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne.

Il est judicieux de rappeler que Vivendi est un groupe médiatique international et il est donc directement concerné par ces enjeux. Le groupe soutient alors les initiatives visant à renforcer la protection des journalistes et à limiter l'usage abusif des procédures judiciaires avec en majorité les propositions législatives de la Commission Européenne contre les procédures “baillons” qui vise à limiter la liberté d'expression en rapport avec des propos qui pourrait nuire à une institution ou une entreprise. Vivendi défend de ce fait que la protection de cette liberté s'accompagne d'un cadre économique stable pour conserver une liberté éditoriale pour permettre aux entreprises de presse Européenne de subsister face à la concurrence médiatique internationale accrue.

➤ **Développement des cinq thèmes:**

- La censure:

Le groupe Vivendi condamne fermement la censure gouvernementale directe ou exercée par des moyens détournés comme en Russie, en Hongrie ou en Turquie. Les journalistes doivent pouvoir enquêter et exercer sans crainte de représailles étatiques. Le groupe propose la création d'un Observatoire International de la censure pour contrer les pratiques de censure.

- Les violences politiques:

Une priorité absolue surgit avec l'augmentation alarmante du nombre de journalistes tués ou détenus (comme à Gaza ou au Mexique); il s'agit de la protection physique des journalistes. Vivendi soutient alors la création d'un statut de protection internationale des journalistes comparable à celui du corps diplomatique. Ainsi Vivendi appelle à un système de sanctions internationales contre les régimes responsables de violences.

- Le financement:

La liberté de la presse suppose un coût très élevé, surtout pour des investigations de qualité. Vivendi confirme que la baisse des investissements fragilise les rédactions. Le groupe défend donc un modèle de financement hybride où les grands groupes privés assurent la viabilité des réseaux de correspondants internationaux. Une fiscalité adaptée est donc proposée et avec un partage plus équitable des revenus publicitaires avec les plateformes numériques (GAFAM) pour que la valeur créée par des contenus journalistiques reviennent à ceux qui la produisent.

- La concentration des médias:

Vivendi défend que la concentration des médias est primordiale, vue comme une nécessité de souveraineté européenne. Face aux géants numériques comme Google, les médias européens doivent atteindre une taille critique pour rester compétitifs. Le groupe préconise donc une concentration régulée qui garantisse le pluralisme éditorial interne en permettant la survie économique face aux monopoles.

- Les nouvelles pratiques journalistiques et la transition au numérique:

Vivendi accueille très favorablement la transition numérique sans oublier d'alerter face aux risques de la désinformation liée à l'intelligence artificielle. Le groupe soutient l'usage d'une IA régulée et centrée sur l'humain et utilisée uniquement comme un outil de vérification des faits appelé communément fact-checking et pas comme un substitut au jugement du journaliste. Vivendi investit donc dans l'éducation aux médias pour renforcer la résilience des citoyens face aux fake news et un nouveau cadre éthique pour l'utilisation des algorithmes de diffusion.

➤ **Conclusion:**

En conclusion, Vivendi affirme son engagement pour une presse libre, protégée et économiquement viable. Le groupe soutient une position europhile qui favorise une coopération au sein de l'Union Européenne pour établir des standards élevés de protection des journalistes. Vivendi croit fermement que la liberté de la presse ne peut pas s'épanouir sans une stabilité financière qui permette de résister tant aux censures politiques qu'à la domination des plateformes numériques mondiales.